

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	51	24

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Service des  
Assemblées - Procès-verbal de la séance  
du 19 février 2018 - Approbation

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2018.034

Date de la convocation :  
**Le 03/04/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **16 AVR. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **17 AVR. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 09 avril 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 09 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Serge MAUREL, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Anne-Marie DUMONT, Patrick DULBECCO à Audouin RAMBAUD, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Bernard MONIER, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Eric DUPLAY à Marguerite BLAZY, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Yves DAHAN

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Patrick CHAGNEAU, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Barbara LANCE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAOU**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 19 février 2018.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 19 février 2018.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE** le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 19 février 2018.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 09 avril 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES  
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 19 FEVRIER 2018

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,  
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,  
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE-EN-PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-  
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h20.

Le conseil communautaire s'est réuni le dix-neuf février deux mille dix-huit, en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, député-maire de la Ville d'Antibes.

**Monsieur le Président** – Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

#### **PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI,

#### **PROCURATIONS :**

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAOUÏ à Françoise THOMEL,

#### **ABSENTS :**

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

**Madame Déborah MINEI**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

## **Ordre du jour**

1. Procès-verbal de la séance du 18 décembre 2017 – Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le président et le bureau communautaire
3. Création du pôle métropolitain entre les communautés d'agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse et la communauté de communes des Alpes d'Azur – Approbation des statuts
4. Engagement des études de programmation, de faisabilité et de réalisation du pôle « innovation » et du siège de la CASA sur la technopole – Contrat de prestations intégrées avec la SPL Sophia
5. Opération d'aménagement des Trois Moulins à Antibes – Annulation de la procédure de concession d'aménagement
6. Opération d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes – Contrat de prestations intégrées (CPI) avec la SPL Antipolis Avenir en vue de l'élaboration du projet d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes
7. Pôle emploi – Convention de partenariat
8. Principe d'adhésion de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis au syndicat mixte des stations de Gréolières et de l'Audibergue
9. Association Parcours de femmes – Permanence d'écoute psychologique des enfants exposés aux violences conjugales – Convention
10. Prise en charge des jeunes – Coopération renforcée entre la commune de Vallauris Golfe-Juan et la CASA – Convention-cadre
11. Mise en place d'un stage de responsabilisation destiné aux personnes condamnées pour des faits de violences conjugales – Convention entre la CASA, la préfecture 06 et le SPIP de Grasse-Mougins
12. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Protocole d'accord – Renouvellement 2018-2020
13. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Protocole conventionnel avec le Département relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE
14. Schéma départemental de luttes partagées contre toutes les violences faites aux femmes
15. Rapport annuel 2017 sur la situation de la CASA en matière de développement durable – Approbation
16. Déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) sur l'ouest des Alpes-Maritimes – Validation de la tarification pour les opérateurs de mobilité
17. Mise à disposition d'un marché de fourniture, d'acheminement d'électricité et services associés – Renouvellement de l'adhésion à l'UGAP
18. Fonds de concours d'équipements – Approbation du règlement révisé

19. Actualisation des durées d'amortissement comptables des immobilisations – Budget M14
20. Actualisation des durées d'amortissement comptables du budget annexe de la régie à autonomie financière Envibus
21. Réactivation du budget annexe d'aménagement du parc de Sophia Antipolis
22. Théâtre communautaire d'Antibes – Rectification des tarifs
23. Restanques et pierres sèches – Convention de partenariat avec la CAPG, le PNR Préalpes Azur et le CAUE 06 – Renouvellement
24. Projet d'aménagement d'un transport en commun en site propre pour le bus-tram Antibes Sophia Antipolis – Prolongation de la déclaration d'utilité publique
25. Mise à disposition de données statistiques des allocataires – Convention CAF
26. Rapport d'activité 2016-2017



## **ADMINISTRATION GENERALE**

### 1. Procès-verbal de la séance du 18 décembre 2017 – Approbation

**M. le Président** – Tout le monde a lu le procès-verbal. Aucune remarque particulière ne nous est parvenue. Je le soumetts à votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

### 2. Compte rendu des dernières décisions prises par le président et le bureau communautaire

**M. le Président** – Les décisions ont toutes été prises en bureau communautaire à l'unanimité. Y a-t-il des remarques particulières ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

### 3. Création du pôle métropolitain entre les communautés d'agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse et la communauté de communes des Alpes d'Azur – Approbation des statuts

**M. le Président** – Cette manifestation a déjà été couverte par la presse en matière de propositions. Il s'agit maintenant de délibérer. Je vais reprendre les éléments majeurs. Vous avez constaté qu'il y avait une communauté de communes et trois communautés d'agglomération. Le but est de rentrer dans le cadre très souple du pôle métropolitain, qui n'a rien à voir avec une métropole. Le pôle métropolitain laisse aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes une totale liberté de gestion, sans transfert de compétences. C'est le choix qui a été fait.

Ce pôle métropolitain va travailler sur des projets communs, par exemple l'achat de bornes électriques. Dans ce marché, chacun paie la part de bornes qu'il a souhaité implanter sur son territoire. Cela représente beaucoup de souplesse, puis une absence d'administration créée et dédiée. Cela implique également une présidence tournante. Il s'agit d'un syndicat mixte assez classique prévu par la loi. Cela nous permettra d'avancer sur des projets dans les domaines de la culture, du transport, des déchets ou du développement économique.

La communauté de communes des Alpes d'Azur a déjà délibéré positivement quasi à l'unanimité. Les statuts ont été soumis à M. le Préfet, qui les a fait vérifier avant que nous vous les présentions en conseil communautaire pour vote. Vous connaissez les étapes suivantes, à savoir le passage en commission d'intercommunalité, puis une prise de décision par le préfet sur la base des propositions qui ont déjà été faites. Je crois néanmoins pouvoir dire, eu égard aux contacts que nous avons pris en amont, qu'il se déclarera favorable à la proposition des trois agglomérations et de la communauté de communes.

La délibération des communautés de communes est différente de celle des agglomérations dans le sens où la communauté de communes doit avoir l'approbation des communes concernées tandis que la communauté d'agglomération a une délibération en conseil communautaire.

La parole est à M. le Sénateur DAUNIS.

**M. DAUNIS** – Il s'agit d'une délibération particulièrement importante. Nous avons été quelques-uns à la communauté d'agglomération à ne pas souhaiter, de façon assez unanime, rentrer dans un dispositif de métropole. En partant d'une analyse très simple, eu égard à notre territoire et à la conception que nous pouvons avoir du rôle des communes, il n'était pas souhaitable que nous constituions à l'ouest du département une métropole.

Pour autant, il existe des problèmes transversaux importants. Je fais partie d'un certain nombre de personnes qui ont suggéré à l'époque que puisse être constitué un pôle métropolitain. C'est donc avec enthousiasme que je voterai cette délibération en insistant sur un point.

Les modalités dans lesquelles s'effectue ce partenariat m'apparaissent bienvenues, en refusant une énième superposition de structure et en ayant une coordination très souple en fonction de thématiques. Néanmoins, il conviendrait de réfléchir, sur un territoire aussi important numériquement, à deux aspects ; le premier porte sur comment avoir, sans créer une énième structure, un dialogue facilité entre les conseils de développement attachés aux différentes communautés d'agglomération. En d'autres termes, il s'agit de faire en sorte qu'aux côtés du politique, ceux qui interviennent dans les conseils de développement, qu'ils soient sociétés, professionnels ou acteurs associatifs du territoire puissent s'exprimer et avoir une réflexion coordonnée en lien avec les actions menées au sein du pôle métropolitain.

Le deuxième aspect porte sur les modes d'association des communes en termes d'organisation ; qu'il n'y ait pas – au moment où d'aucuns s'inquiètent des effets d'un certain nombre de lois successives qui ont pu être adoptées en matière d'intercommunalité ou de choix budgétaires qui ont pu être faits par ailleurs – une inquiétude qui soit renforcée par le sentiment que les communes sont un étage encore en dessous d'une organisation. Ce n'est ni l'esprit, ni le contenu de la délibération.

Il convient néanmoins que nous anticipions sur cette réflexion et que nous voyions comment cela peut être travaillé de façon très souple et sans se substituer à qui que ce soit, ne serait-ce que dans l'organisation du travail et dans le choix des thèmes, pour que chacun puisse se sentir pleinement à l'aise et au service d'un projet de territoire qui demeure à construire ensemble.

**M. le Président** – M. le Sénateur, vous connaissez l'organisation de la communauté d'agglomération. Si un projet se développe sur le plan du déplacement urbain, Thierry OCCELLI ira discuter avec l'ensemble des autres responsables des transports. De la même façon, si un problème survient en matière de traitement des déchets, Eric MELE se chargera de ce dialogue. Lorsque l'échange aura abouti au niveau de l'inter-intercommunalités, un rapport sera fait au bureau des maires et en conseil communautaire, puis nous débattrons du projet tel qu'il aura été proposé par l'ensemble des vice-présidents chargés des délégations concernées.

Vous avez raison de rappeler que rien dans cette délibération ne remet en cause les compétences ni des communes, ni des villes et villages. La Communauté d'agglomération aura également le choix d'adhérer ou pas à un projet. M. OCCELLI ou M. MELE peuvent revenir d'une rencontre avec des propositions sur lesquelles le conseil communautaire aura à se prononcer, par exemple au sujet d'un appel d'offres commun et d'une mise en finances au prorata du bénéfice escompté sur le projet concerné.

A ce stade, je n'ai pas d'inquiétude. Le mot « métropole » peut sembler excessif. Cela donne l'impression que c'est la dernière marche avant de passer à la métropole.



Je rappelle qu'une métropole concentre toutes les décisions ; elle prend toutes les compétences antérieurement assumées non seulement par les communautés d'agglomération mais aussi par les villes. Ce n'est pas du tout le cas dans une communauté d'agglomération.

Nous allons avancer dans le dialogue comme nous le faisons d'habitude. Nous allons donner notre avis. Puis, si le projet nous convient, nous irons. Si le projet ne nous convient pas, nous n'irons pas. L'intérêt du dialogue, c'est justement d'avoir des projets sur lesquels nous sommes capables d'aller ensemble ; de ce dialogue-là naîtront d'autres projets qui feront qu'à terme, nous réfléchirons à des organisations souples, volontaires et libres.

Je cite toujours le même exemple, qui me paraît tellement criant, du transport et du handicap. Marina LONVIS peut en témoigner. La CASA conventionne, tout comme les communautés d'agglomération Cannes Pays de Lérins et Pays de Grasse, avec le même organisme. Cependant, comme nous avons des conventions séparées, la personne porteuse de handicaps qui veut se déplacer de Cannes à Antibes ne peut pas en profiter parce qu'elle n'a pas la convention qui correspond aux territoires concernés. C'est le genre de chose totalement incompréhensible pour les usagers et que nous pouvons assez facilement gérer en commun sans pour autant mettre des sommes folles.

Cet exemple est criant parce qu'il est à la fois injuste et douloureux. Il existe un grand nombre d'autres sujets. Quand une campagne de composteur se met en place à Grasse, et quelque temps après à la CASA, nous avons un peu tendance à dire qu'au fond, nous aurions pu trouver le même logo, la même démarche auprès de nos jeunes concitoyens dans les écoles et la même stratégie. Cela aurait renforcé l'action que nous menons séparément, avec le même objectif et dans le même sens. C'est surtout cela que nous voulons mettre en place.

Nous allons essayer de concrétiser cela sans mettre une couche supplémentaire dans le millefeuille complexe français. Il n'y a pas d'administration ; tout au plus, celle-ci émanerait des directeurs généraux et des directeurs de service. Il n'y a pas de « chapeau à plume » rémunéré en tant que super président puisqu'il s'agit d'une présidence tournante. Chaque vice-président, dans le domaine des compétences et des délégations qu'il a reçues, ira discuter d'un projet qui le concerne.

A mon avis, c'est extrêmement moderne comme vision. Tout ira bien. Personne ne se sent contraint ou obligé. Tout le monde aura à cœur d'avoir un projet innovant pour l'ensemble du territoire. Y a-t-il d'autres interventions ? La parole est à Guilaine DEBRAS.

**Mme DEBRAS** – Je suis très contente de la tournure que prend ce pôle métropolitain. Ce n'est certainement pas un « machin » de plus. Ce qui me séduit là-dedans, c'est que cela se veut opérationnel. Il faut que le citoyen voie la différence. Je reprendrais le terme qui a été utilisé lors du lancement du pôle par David LISNARD, qui a parlé de projet politique mutualisé. Nous sommes effectivement plus intelligents si nous travaillons à plusieurs sur certains dossiers. Les problématiques, quand elles sont traitées à l'échelle qui convient, se résorbent plus vite. Cela a pour but non seulement d'économiser de l'argent public mais surtout de l'utiliser plus intelligemment.

Maintenant, je plaide un peu pour ma vice-présidence qui porte sur les risques naturels. Entre la CASA et la CAPL (communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins), nous avons vécu les mêmes tragédies avec les inondations. Il existe des démarches complémentaires, qui peuvent s'enrichir l'une l'autre en matière de culture du risque et de prévention. Nous avons beaucoup à échanger à ce sujet pour arriver à des projets qui tiennent la route. Nous pourrions par exemple, le 3 octobre, envisager une manifestation, non pas pour mettre en avant les élus mais pour commémorer une date qui marquera à jamais notre territoire.

**M. le Président** – Merci. La parole est à Richard THIERY.

**M. THIERY** – M. le Sénateur a évoqué les conseils de développement. Une certaine concertation est d'ores et déjà en cours entre les présidents des divers conseils de développement. Pour avoir échangé récemment avec le président du conseil de développement de la CASA, il a bien pris la mesure de la création de ce pôle métropolitain. Il a déjà pris contact avec les présidents des conseils de développement concernés à l'instar de celui de la Ville d'Antibes. Par conséquent, cette concertation ne pourra que se renforcer.

**M. le Président** – Y a-t-il d'autres interventions ? Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

**M. le Président** – Merci de cette unanimité. C'est un élément marquant. Je suis certain que nos amis cannois et grassois prendront la même décision.

## **AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

4. Engagement des études de programmation, de faisabilité et de réalisation du pôle « innovation » et du siège de la CASA sur la technopole – Contrat de prestations intégrées avec la SPL Sophia

**M. le Président** – Il s'agit de la zone dite du Fugueiret, qui appartenait à l'Etat et qui a été mise à disposition dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique pour de l'aménagement sophilopolitain.

A la réflexion et après concertation, nous – l'ensemble des élus de Valbonne, de la CASA et moi-même – avons pensé que les 150 000 m<sup>2</sup> qui étaient initialement prévus ne correspondaient pas au projet que nous voulions porter initialement. En même temps, nous nous trouvons dans une situation dans laquelle nous n'étions pas dans une préservation aboutie de notre patrimoine paysager. C'est la raison pour laquelle nous avons réétudié ce projet. Il s'agit de faire en sorte que la cité des savoirs, dans le projet global tel qu'il avait été envisagé, serait centrée sur le business pôle 2.0. Celui-ci a eu un tel succès qu'il est un peu en difficulté dans ses murs, ayant pris 1 000 m<sup>2</sup> de plus mais qui ne suffisent toujours pas.

Ensuite, la communauté d'agglomération Sophia Antipolis arrive à maturité dans les compétences transférées. Aujourd'hui, plutôt que de continuer à louer un siège qui revient à peu près entre 800 000 et 1 000 000 € par an, il est plus rentable de construire un bâtiment qui permet cette organisation de la communauté d'agglomération.

Il semble logique également que le business pôle – eu égard à la mission qui lui est dévolue de développement de toute la chaîne de l'innovation et du développement économique – soit en lien étroit avec la communauté d'agglomération ; que celle-ci ne soit pas une administration totalement isolée sans rapport avec le développement économique. Chacun a bien pris conscience que si le développement économique de Sophia Antipolis n'était pas ce qu'il est aujourd'hui, nous n'aurions pas la possibilité de mener des actions culturelles et sportives et de faire des dotations de solidarité ou des fonds de concours.

Ce projet tournera autour de 25 000 à 30 000 m<sup>2</sup> et sera plus facilement respectueux de l'environnement parce que la zone dans laquelle il s'établira sera moindre en termes de surface.

Ainsi, nous répondrons à une inquiétude de nos concitoyens tout en continuant à faire le développement sophilopolitain dans la boucle que nous connaissons, qui passe d'un côté par les Clausonnes, par le transport en commun en site propre, et de l'autre côté vers Sophia Tech dont le tracé est en cours, ce qui va permettre de relier la partie des Trois Moulins à la partie biotoise de l'université.

Dans ce contexte, il nous faut avoir un porteur de projet. Ainsi, la SPL Sophia, au travers d'un contrat de prestations intégrées, effectuera une étude de programmation et de faisabilité qui ne correspond plus à ce qui avait été initialement envisagé (250 000 m<sup>2</sup>). Le projet actuel est plus modeste mais plus ambitieux. Il s'agit d'une véritable cité des savoirs qui se trouvera à cet endroit et qui correspondra à une administration ouverte sur l'ensemble de la technopole et en contact avec la chaîne de l'innovation.

Voilà donc l'objectif de cette délibération que je vous propose d'approuver. Y a-t-il des interventions ?

**Mme DEBRAS** – Dans le corps de la délibération, il est évoqué la gare et la ligne nouvelle. On parle bien de TER et d'une articulation avec le BHNS. Le rapport précise que « les conditions permettant une implantation dans le secteur des Clausonnes devront être explorées afin de limiter les impacts sur les secteurs traversés ».

**M. le Président** – Je comprends, Mme la Maire, votre préoccupation. Néanmoins, cette bataille est derrière nous ; elle est gagnée. Il est prévu dans la programmation une implantation de la gare TER non pas au Fugueiret mais aux Clausonnes. Cette implantation n'aura pas d'impact sur l'environnement et ne traversera pas le village de Biot. Nous nous sommes engagés solidairement sur ce sujet. Nous avons eu gain de cause. Le préfet a arrêté la concertation pour la reprendre sur de nouvelles bases qui sont celles que vous venez de définir.

Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

▪ *Délibération adoptée à l'unanimité.*

5. Opération d'aménagement des Trois Moulins à Antibes – Annulation de la procédure de concession d'aménagement
6. Opération d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes – Contrat de prestations intégrées (CPI) avec la SPL Antipolis Avenir en vue de l'élaboration du projet d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes

**M. le Président** – En l'occurrence, nous sommes dans une situation un peu particulière. Les Trois Moulins à Antibes représentent un vaste secteur avec trois zones :

- une première zone tertiaire dans laquelle le développement économique de Sophia Antipolis va se réaliser ;
- une zone verte qui accueillera les activités sportives, de loisir et les espaces verts ;
- une zone d'habitat.

Ces trois zones s'étendent progressivement du sud au nord. Dans les premières organisations et procédures de concession d'aménagement, nous nous sommes inscrits dans une vision globale. Depuis, plusieurs éléments sont venus alimenter cette réflexion.

D'abord, des zones d'activité économique ont été créées par le législateur. Il est impossible de dire que la zone verte du secteur des Trois Moulins soit une zone d'activité économique.

C'est la raison pour laquelle nous revenons sur le strict périmètre de la zone d'activité économique de Sophia Antipolis, qui est l'aire qui surplombe l'autoroute. Nous avons, juste derrière, la zone verte et la zone ludique et sportive, et juste après, la zone d'aménagement urbain et de l'habitat.

Ensuite, je déborde un peu sur la délibération numéro 6. Dans l'opération d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins, il existe un contrat de prestations intégrées avec la SPL Antipolis Avenir. Nous nous trouvons dans une situation un peu particulière. En prenant l'exemple de Valbonne, la Ville vendait ses terrains pour faire des aménagements. Maintenant, c'est la Communauté d'agglomération qui va poursuivre le développement économique. Il y a eu un transfert de zones d'activité qui antérieurement relevaient des villes et des villages et qui désormais ont été transférées en concertation avec chacun pour dire que c'est une zone de développement économique future ou acquise.

En l'occurrence, les terrains appartiennent à la Ville d'Antibes, avec une situation de gestion ultérieure par la CASA. Cet aménagement se fera en concertation avec la CASA. Il s'agissait de trouver un outil juridique pour contourner le fait que la Ville d'Antibes ne pouvait pas vendre directement. Après des avis juridiques nombreux et convergents, nous sommes tombés sur l'idée que cet aménagement se fera par la SPL.

L'avantage de la SPL, c'est qu'elle préserve à la fois les intérêts de la Communauté d'agglomération en termes de développement économique et les intérêts de la Ville d'Antibes en termes de financement de projet. A ce moment-là, la SPL se rémunérera pour le travail qu'elle effectuera au nom de la Communauté d'agglomération et de la Ville d'Antibes. Elle définira les aménagements à faire. Puis, elle prélèvera son dû sur la vente des terrains qui sera effectuée au profit de la Ville d'Antibes.

Voilà pourquoi ces deux délibérations vous sont présentées, à savoir une opération d'annulation de la procédure de la concession d'aménagement et une opération d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins.

Dans le projet tel qu'il est présenté, nous avons été obligés de modifier des éléments supplémentaires. En effet, nous étions partis dans une concession d'aménagement avec un propriétaire immobilier. Or, les juristes nous ont fait remarquer que le jour où un propriétaire serait détenteur des droits, il pourrait ne pas faire l'aménagement ou en faire un qui ne correspondrait pas à ce que la Communauté d'agglomération serait en droit d'attendre. C'est la raison pour laquelle nous avons modifié la concession d'aménagement.

Ensuite, nous avons initialement limité le nombre de candidats à cinq, comme nous le faisons pour les projets d'architecture. Or, à peine nous avons présenté au MIPIM (marché international des professionnels de l'immobilier), avec Alexandre FOLLOT, le projet des Trois Moulins que douze opérateurs internationaux se sont portés candidats pour aménager la zone d'activité. C'est la raison pour laquelle nous ne limitons plus le nombre de candidats à cinq dans la procédure. Nous laissons ouvert parce que le dialogue compétitif devrait nous amener à un projet innovant sur le plan architectural. C'est une des entrées de Sophia par le transport en commun en site propre. Par ailleurs, nous nous serions privés d'un candidat qui aurait apporté le projet le plus intéressant pour la Ville d'Antibes et la Communauté d'agglomération.

Les modifications législatives intervenues depuis, en particulier la loi ALUR, nous obligent à une nouvelle concertation sur les ZAE mises en appel d'offres. Ceci complète le nouveau dispositif.

Nous avons pris un engagement avec Alexandre FOLLOT, lorsque nous avons présenté le projet au MIPIM, que nous reviendrons dans un an avec un lauréat. Ainsi, il n'y a pas lieu que cette procédure dure dix ans. Il faut respecter tous les éléments.

Toutefois, si nous pouvions demain, au regard de la pression des demandes d'extension de tertiaire sur Sophia Antipolis, compléter cet élément par une entrée de Sophia par la ville d'Antibes et par la zone des Trois Moulins, nous aurions un projet qui tiendra la route à fin 2019.

Je suis prudent. Le lauréat normalement devrait être connu à l'automne. Nous allons tenir les objectifs. Nous pourrions montrer le développement de Sophia Antipolis. Nous avons 1 000 emplois en plus et une demande de 20 000 m<sup>2</sup> par an. Il faut que nous soyons suffisamment ambitieux pour correspondre à la demande. Les infrastructures doivent suivre. C'est la raison pour laquelle ce matin, les pieds dans la boue, nous sommes allés avec Thierry OCCELLI vérifier que le bus-tram avance à pas de géant parce que c'est ce qu'il faudrait au passage pour traverser la Valmasque.

Voilà les délibérations 5 et 6. Souhaitez-vous des informations complémentaires ? Y a-t-il des interventions ? S'il n'y en a pas, je sou mets la délibération numéro 5 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Je sou mets la délibération numéro 6 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

### **7. Pôle emploi – Convention de partenariat**

**M. le Président** – C'est une demande assez classique du Pôle emploi de croiser nos données pour une plus grande efficacité dans la lutte contre le chômage. Il est évident que nous répondons positivement à cette proposition. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

### **8. Principe d'adhésion de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis au syndicat mixte des stations de Gréolières et de l'Audibergue**

**M. le Président** – La station touristique de Gréolières crée du développement économique et de l'emploi. A ce titre, elle est regardée avec intérêt par la Communauté d'agglomération qui détient cette double délégation.

Aujourd'hui, le syndicat mixte est géré à 95 % par le Conseil départemental, le reste se répartissant en petits pourcentages entre le Village de Gréolières et la communauté d'agglomération de Grasse qui a un petit recoin sur Audibergue.

Nous vous proposons donc en toute logique que la Communauté d'agglomération se substitue au Village de Gréolières pour faire en sorte que le développement économique de la station puisse se faire en partenariat avec les compétences touristiques, d'aménagement et de développement économique de la CASA et que nous définissions ensuite à l'intérieur du syndicat des répartitions de pourcentage entre le Conseil départemental, la CASA et la communauté des Pays de Grasse.

**M. CRESP** – Cela marque bien la volonté de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis d'assurer le développement économique et la promotion touristique sur l'ensemble du territoire, y compris dans le haut pays. Je vous en remercie, M. le Président et chers collègues, car c'est très important. Effectivement, la CASA, c'est le littoral, c'est le moyen pays mais c'est aussi le haut pays.

C'est primordial que cette participation à ce syndicat, qui assure l'essentiel de l'activité sur Gréolières-les-Neiges, soit prise en compte.

**M. le Président** – Il y a une petite symbolique de préfiguration.

**M. CRESP** – C'est ce que j'allais dire. Il y a une petite préfiguration, dans le sens qu'évoquait tout à l'heure Mme DEBRAS, de cette collaboration entre communautés d'agglomération.

**M. le Président** – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

9. Association Parcours de femmes – Permanence d'écoute psychologique des enfants exposés aux violences conjugales – Convention

**Mme SALUCKI** – Dans la Politique de la ville, nous avons le service Trait d'union qui assure le maintien du lien parents/enfant et grands-parents/enfant dans le cadre d'un éclatement familial à la suite de violences conjugales.

Aussi, le service Parenthèses, qui accompagne et lutte contre les violences conjugales, accueille les victimes au sein de leurs locaux et leur propose un accompagnement pluridisciplinaire. Il nous manquait un maillon, à savoir l'accompagnement psychologique qui sera assuré par cette association Parcours de femmes sur des enfants de 2 à 18 ans.

Cette convention est prévue pour un an et renouvelable quatre ans par tacite reconduction. Avez-vous des questions ?

**M. le Président** – S'il n'y en a pas, nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

10. Prise en charge des jeunes – Coopération renforcée entre la commune de Vallauris Golfe-Juan et la CASA – Convention-cadre

**Mme SALUCKI** – Nous avons un service de prévention sur la commune de Vallauris, constitué de deux éducateurs et deux animateurs. Il est proposé que ce service de prévention renforce le travail municipal du service « jeunesse et sport » pour encadrer nos jeunes un peu dysfonctionnels. Les jeunes représentent 40 % de la population du quartier prioritaire ; il y a donc lieu de s'en occuper. Cet encadrement s'exerce sur une jeunesse de 3 à 17 ans et s'oriente sur des projets éducatifs et de loisirs de droit commun relevant de la prévention primaire. Cette initiative est prise avant la survenue du passage à l'acte de délinquance.

Je vous propose d'approuver les termes de cette convention qui lie la CASA à la Ville de Vallauris Golfe-Juan.

**M. le Président** – Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

11. Mise en place d'un stage de responsabilisation destiné aux personnes condamnées pour des faits de violences conjugales – Convention entre la CASA, la préfecture 06 et le SPIP de Grasse-Mougins

**Mme SALUCKI** – Il s'agit d'un stage qui s'adresse aux primo-délinquants, c'est-à-dire les messieurs auteurs, pour la première fois, de violences conjugales. Il leur est donné la possibilité de se responsabiliser avec des stages. Tout cela est fait en partenariat avec le TGI de Grasse et largement encadré, avec naturellement une obligation de résultat. Un comité de pilotage se réunira chaque année afin d'apprécier l'efficacité du dispositif. Il vous est proposé d'approuver les termes de la convention.

**M. le Président** – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

12. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Protocole d'accord – Renouvellement 2018-2020

**Mme SALUCKI** – Dans le cadre du PLIE (plan local pour l'insertion et l'emploi), je vous propose de renouveler le protocole d'accord pour 2018-2020. Ce sont des actions menées sur les personnes les plus éloignées de l'emploi, particulièrement les allocataires du RSA. Les résultats sont excellents à ce jour. Je vous propose de renouveler ce protocole d'accord avec le PLIE.

**M. le Président** – Ce protocole est très intéressant. Le législateur, au moment où il a décidé la mise en place du revenu de solidarité active, réfléchissait à un retour à l'activité. Or, petit à petit – par difficulté administrative, technique ou par renoncement et le RSA remplaçant le RMI – la partie « activité » a été peu considérée.

Le dispositif que nous présente aujourd'hui Michelle SALUCKI montre son efficacité. Le fait de prendre des gens éloignés de l'emploi, bénéficiaires du RSA pour les ramener à une forme d'emploi et de socialisation à l'intérieur de la cité constitue une action positive qui est l'inverse de l'acceptation de la fatalité. Ce dispositif, un jour, il faudra le décortiquer et le présenter. A mon avis, il est exemplaire et utile.

Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

13. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Protocole conventionnel avec le Département relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE

**Mme SALUCKI** – La preuve de ce que vous venez de développer est dans cette délibération. Les résultats sont excellents. Par conséquent, le Département propose à nouveau un protocole qui liera le Département avec le plan local pour l'insertion et l'emploi.

Le plus gros prescripteur en matière d'allocataire du RSA, c'est le Département. Les résultats sont excellents puisque plus de 52 % des allocataires sortent du dispositif la première année, ce qui est tout à fait impressionnant. La participation financière pour l'année 2018 est fixée à 88 000 €. Les montants pour les années 2019-2020 seront définis par voie d'avenant au vu des résultats objectifs.

Vous pouvez constater un suivi véritablement à l'euro près. Les subventions sont soumises à une obligation de résultat. En l'occurrence, il s'agit d'un dispositif que nous pouvons considérer comme excellent.

Je vous propose d'approuver le protocole conventionnel entre le département des Alpes-Maritimes et la CASA relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE, dont le projet est joint en annexe.

**M. le Président** – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 14. Schéma départemental des Alpes-Maritimes 2017-2020 de luttes partagées contre toutes les violences faites aux femmes

**Mme SALUCKI** – Il s'agit d'un sujet d'actualité récente et brûlante. La Politique de la ville et la direction de la cohésion sociale sont déjà largement engagées sur ce dispositif avec le service Parenthèses. Il est question d'aller beaucoup plus loin en s'associant au Département à travers ce schéma départemental. En l'occurrence, nous ne sommes plus uniquement sur des violences conjugales mais des violences dont l'éventail a été développé dans les médias. Il est important pour nous d'adhérer à ce schéma. Je vous propose donc d'approuver cette délibération.

**Mme MURATORI** – Il n'y a pas des hommes aussi ?

**Mme SALUCKI** – Il y a effectivement quelques hommes. Néanmoins, nous avons une majorité de femmes, dont 48 % de femmes seules avec un ou deux enfants. Nous avons ciblé lors des commissions une difficulté pour les femmes à s'extraire de ces violences conjugales. En effet, 40 % des cas retournent au domicile conjugal pour des raisons diverses et variées, notamment un manque d'hébergement. Avec 1 800 plaintes, il est impossible de répondre aux demandes. Il faut véritablement mener un travail très fin à ce sujet et dégager éventuellement d'autres moyens. Le législateur pourrait nous aider dans l'avenir à nous occuper prioritairement des femmes victimes de violences conjugales ou autres.

**M. le Président** – La Communauté d'agglomération n'a pas attendu l'actualité brûlante pour mettre en place tous ces dispositifs. Vous en êtes conscients parce que la plupart d'entre vous siègent ici depuis longtemps.

A l'époque, lorsque nous évoquions le fait que les violences faites aux femmes dans le cadre conjugal ou extraconjugal étaient assez fréquentes et assez réparties socialement, cela étonnait un certain nombre de personnes. En l'occurrence, nous sommes dans un traitement de fond. Je ne critique pas les dénonciations tous azimuts qui peuvent arriver à l'heure actuelle. Je dis simplement que c'est un problème culturel profond d'une société qui doit s'interroger sur la façon dont les plus faibles sont traités. C'est en travaillant le fond et en travaillant le sujet culturel ancré parfois dans l'esprit des uns et des autres que nous parviendrons à éradiquer ce fléau qui fait qu'un jour sur deux, une femme meurt sous les coups de son conjoint. Ce n'est pas nouveau non plus. Nous n'avons pas attendu les scandales hollywoodiens pour le constater malheureusement dans notre pays hautement civilisé.

Je suis certain que le vote est unanimement positif sur ce schéma départemental.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*



## **ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE**

### 15. Rapport annuel 2017 sur la situation de la CASA en matière de développement durable – Approbation

**M. LUCA** – Ce rapport est obligatoire depuis le décret de 2011. Il doit être présenté à la collectivité avant tout débat d'orientation budgétaire.

Cela fait sept ans maintenant que la communauté d'agglomération Sophia Antipolis réalise son rapport annuel, donc vous en connaissez les grandes lignes. Je ne vous ferai pas l'injure de vous répéter pour la septième fois exactement la même chose. Cette année, ce rapport est établi de concert avec le diagnostic du programme de développement durable initié depuis l'automne 2015, qui doit aboutir à la définition d'orientations stratégiques et d'un programme d'action pour renforcer ce développement durable sur notre territoire, et surtout, dans nos pratiques.

Chacune de nos directions a été consultée, avec des entretiens individualisés parce que le développement durable, ce n'est pas que l'environnement. C'est également la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, l'épanouissement de tous les êtres humains et la satisfaction des besoins essentiels, la cohésion sociale, la solidarité entre territoires et entre générations – le rapport que vient de présenter Michelle SALUCKI est dans l'esprit de cette qualité de vie et de rapport de sociabilité – ainsi que les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

A partir de ces cinq enjeux majeurs, nous avons pu définir un certain nombre de points qui font l'objet de fiches techniques dans votre rapport, à savoir :

- l'élaboration en cours du programme de développement durable CASA'VENIR, qui est notre politique volontariste en la matière ;
- la poursuite des actions en matière de développement économique et d'emploi ;
- la restructuration des directions en charge de ces thématiques avec le renforcement des équipes ;
- la poursuite des opérations d'aménagement, avec le lancement du projet de reconquête de la Brague ;
- le lancement de la consultation pour la première phase d'aménagement du site des Trois Moulins ;
- la poursuite des études préopérationnelles à la création des ZAC à vocation d'activité de la Sarrée et des Prés ;
- la préparation de la prise de compétence « zone d'activité économique » ;
- le démarrage de six nouvelles opérations tertiaires pour la technopole de Sophia ;
- la poursuite des actions pour favoriser la reconquête du foncier agricole et le développement d'une agriculture locale, notamment avec la réponse de la CASA et de quatorze communes à l'appel à projets agricole FEDER ;
- l'implication dans la protection de la biodiversité des milieux et des paysages au travers notamment de la poursuite de l'animation des sites Natura 2000 ;
- la réalisation d'inventaire sur les secteurs de projets ;

- la mise en œuvre du plan « paysage » qui nous a valu d'ailleurs d'obtenir par l'agence régionale pour l'environnement deux Libellules ; cela fait partie des distinctions et labels qui fleurissent depuis un certain temps mais c'est toujours une bonne chose de se voir ainsi reconnu ;
- la poursuite des actions de sensibilisation et d'éducation de la population à son environnement, avec la mise en place cette année du programme CASA Nature ;
- une politique volontariste de lutte contre le changement climatique à travers le plan « climat-énergie-territoire », avec cinq collectivités partenaires préfigurant le pôle métropolitain ; le lancement de l'installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques à Pégomas en est également l'illustration parfaite ;
- la poursuite du programme intercommunal d'amélioration durable de l'habitat pour tous les propriétaires, bailleurs ou occupants afin d'avoir des financements pour la rénovation énergétique ou la salubrité des logements ;
- le développement de transports accessibles et durables ;
- l'amélioration de la mobilité ;
- la poursuite des travaux du bus-tram ;
- l'amélioration du réseau Envibus ;
- le soutien au covoiturage dynamique ;
- le développement d'un plan vélo sur Sophia ;
- l'optimisation de la gestion des déchets grâce au plan d'amélioration de la collecte éco-emballages ;
- la modification des tournées de collecte ;
- la signature de contrat d'objectifs « déchets et économie circulaire » ;
- l'opération « zéro déchet » que nous menons ensemble avec Biot, Villeneuve et Univalom (unité de valorisation énergétique) ;
- les actions à destination des publics fragiles en matière de prévention de la délinquance dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle, avec les opérations Chantier Ecole, Court Chantier et des actions autour de la tolérance, de l'égalité et de la laïcité ;
- la lutte contre les discriminations au travers de politiques tarifaires préférentielles, de la mise en place de l'accessibilité des équipements communautaires pour les personnes à mobilité réduite ;
- le recrutement de travailleurs handicapés ;
- la prise en compte de la parité homme/femme au sein de la CASA ;
- le développement de l'offre culturelle au travers des médiathèques, qui est toujours gratuite, et de l'accès à cette offre grâce à diverses initiatives pour se rapprocher des usagers ;
- la poursuite de l'information, de la sensibilisation en matière d'écogestes, de santé et de prévention ;
- la préparation à la prise de compétence GEMAPI, un lourd dossier que nous menons avec le Conseil départemental – j'en remercie nos services en particulier – et la mise en place du SMIAGE pour la gestion des risques d'inondation que conduit notre collègue Guilaine DEBRAS ;

- la poursuite des solidarités auprès des communes au travers des fonds de concours et des dotations de solidarité ;
- la poursuite des aides techniques et de l'accompagnement ;
- le développement de la dématérialisation, notamment dans les procédures comptables et les achats ;
- le choix d'offrir des services de proximité et de qualité apportant une meilleure prestation auprès de nos concitoyens.

C'est une sorte de catalogue à la Prévert mais qui reflète néanmoins la réalité des choses, en particulier au sein de la commission « environnement », mais également auprès de toutes les autres commissions. Je salue le travail à la fois de nos élus qui sont présents dans ces commissions et de nos services qui font le travail conformément à nos attentes. Ce n'est pas si courant de pouvoir le dire et de mettre cela en valeur. Ce conseil communautaire est comblé. Je vous remercie, chers collègues.

**M. le Président** – C'est effectivement une liste à la Prévert mais également, comme l'a très bien dit M. LUCA, des actions tous azimuts qui sont menées en profondeur, avec une vision de développement durable qui est forcément transversale et partagée. C'est une information obligatoire, donc il n'y a pas de vote.

16. Déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) sur l'ouest des Alpes-Maritimes – Validation de la tarification pour les opérateurs de mobilité

**M. LUCA** – C'est une suite et une conséquence. En effet, nous avons déjà voté les tarifs. Il s'agit dans cette délibération de permettre une interopérabilité avec d'autres modes d'abonnement, notamment avec des partenaires comme la SODETREL. Les tarifs sont calés et adaptés pour qu'il y ait une homogénéité sur tout notre territoire. Je vous rappelle que 95 bornes sont prévues pour être installées dans différentes intercommunalités, dont 35 sur notre secteur. Ce sera opérationnel d'ici le mois de juin.

**M. le Président** – Y a-t-il des interventions ? J'ai vu un reportage à la télévision pas plus tard qu'hier qui racontait comment un pays nordique avait fait un choix qui était tellement porté par l'Etat et le gouvernement que l'achat d'un véhicule électrique revenait moins cher qu'un véhicule classique. Il s'agit de la Norvège, qui n'est pas membre de l'Union européenne mais qui est le seul pays européen chez lequel on retrouve du pétrole. Ainsi, si ceux qui ont du pétrole se mettent au véhicule électrique, ceux qui n'en produisent pas auraient intérêt à s'y mettre de manière plus volontariste. Nous espérons que ces bornes vont servir et que nous allons tous acheter des voitures électriques bientôt. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **COMMANDE PUBLIQUE**

17. Mise à disposition d'un marché de fourniture, d'acheminement d'électricité et services associés – Renouvellement de l'adhésion à l'UGAP

**M. BAGARIA** – A la suite de l'entrée en vigueur de la loi NOME (nouvelle organisation du marché de l'électricité) en 2010, la CASA avait mené une réflexion et adhéré à l'UGAP (union des groupements d'achats publics) en 2015 pour trois ans. Cela se termine le 31 décembre 2018.

L'UGAP vient de lancer un recensement des nouvelles adhésions pour 2019 afin de pouvoir commencer en juin à négocier une procédure de mise en concurrence des fournisseurs d'électricité.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'autoriser le président ou son représentant à renouveler l'adhésion de la CASA à l'UGAP et de signer la convention correspondante.

**M. le Président** – Y a-t-il des interventions ? Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

*Départ d'Afrim KACA qui donne procuration à Audouin RAMBAUD.*

## **FINANCES**

### 18. Fonds de concours d'équipement – Approbation du règlement révisé

**M. MAURIN** – M. le Président, chers collègues, je vais vous présenter cinq délibérations à caractère financier. La première d'entre elles a trait aux fonds de concours d'équipement. Ces fonds de concours sont un vecteur de solidarité affirmée de la CASA envers les communes.

Le but de la modification apportée à ce règlement de fonds de concours consiste à rationaliser l'instruction des demandes qui sont déposées par les communes en fixant la date limite de dépôt au 28 février de l'année en cours. Les dossiers seront à déposer avant le 28 février pour cette année. Toutefois, si ceux-ci n'étaient pas complets, un petit délai est donné aux Communes pour les compléter.

D'une manière générale, pour les années présentes et à venir, en cas de projets liés à des situations tout à fait imprévisibles, les Communes pourront transmettre leurs dossiers de fonds de concours pour une attribution exceptionnelle lors de l'année en cours, donc indépendamment de cette date butoir.

**M. le Président** – C'est pour pouvoir mieux gérer les prévisions de financement. Nous avons voulu introduire un peu de rigueur, tout en maintenant la souplesse que l'on peut connaître dans la gestion d'une ville au regard des imprévus. Il s'agit de pouvoir octroyer des fonds de concours si des risques naturels survenaient dans une commune et nécessitaient que nous puissions l'aider dans ce domaine.

Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

### 19. Actualisation des durées d'amortissement comptables des immobilisations – Budget M14

### 20. Actualisation des durées d'amortissement comptables du budget annexe de la régie à autonomie financière Envibus

**M. MAURIN** – Il s'agit de délibérations techniques relatives à l'évolution de la réglementation comptable que nous appliquons et qui nécessite d'adapter les durées d'amortissement des immobilisations pour lesquelles l'instruction budgétaire et comptable M14 est précisément applicable.

Concrètement, cela aura des effets positifs sur les finances de la CASA, notamment en termes de subventions qui sont allouées pour permettre le développement et la construction de logements sociaux. Ces subventions auront une durée d'amortissement de quarante ans, ce qui permettrait quelque part d'amortir et de faire des économies tant en matière de fonctionnement que d'investissement.

La deuxième délibération est une actualisation des durées d'amortissement comptable relatives au budget annexe de la régie à autonomie financière Envibus. Elle correspond strictement à l'application des mêmes règles d'amortissement comptable des immobilisations au budget. Nous appliquons simplement des règles comptables.

**M. le Président** – Je sou mets la délibération 19 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

**M. le Président** – Je sou mets également la délibération 20 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

## 21. Réactivation du budget annexe d'aménagement du parc de Sophia Antipolis

**M. MAURIN** – Le fait que la CASA confie à ses communes membres la gestion des différentes zones d'aménagement économique au cours de l'année 2018 implique dorénavant de se doter de la structure budgétaire au sein de laquelle seront retracées comptablement les opérations de gestion.

Nous nous étions dotés d'un budget annexe spécifique aux activités d'aménagement au moment de la création mais celui-ci n'ayant pas été utilisé, il avait été mis en sommeil. Aujourd'hui, à la suite du transfert de compétence des zones d'activité économique, il s'agit de réactiver ce budget annexe, ce qui permettra ainsi à la CASA de se conformer aux dispositions légales en vigueur récemment rappelées par le comptable.

**M. le Président** – Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

## 22. Théâtre communautaire d'Antibes – Rectification des tarifs

**M. MAURIN** – Il s'agit d'ajuster la gamme tarifaire des activités. Le succès incontestable et grandissant de la brasserie du théâtre, en lien avec l'internalisation de la prestation de restauration par la CASA implique de compléter la gamme tarifaire. Par ailleurs, l'équipe qui gère le théâtre a identifié une opportunité de développer des recettes annexes en diversifiant les insertions publicitaires dans le programme de saison, d'où la nécessité de créer un tarif correspondant.

**M. le Président** – Vous avez compris que c'est un problème de tapas et de publicité intérieure. En matière d'opéra par exemple, les tarifs pratiqués dans le monde sont divisés par deux à la Communauté d'agglomération. La stratégie d'avoir une politique tarifaire accessible à tous en fait le succès, outre la qualité des représentations.

Je vous demande donc d'approuver cette rectification. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

*Départ de Marc DAUNIS qui donne procuration à Christophe ETORE.*

## **PATRIMOINE ET ESPACES NATURELS**

23. Restanques et pierres sèches – Convention de partenariat avec la CAPG, le PNR Préalpes Azur et le CAUE 06 – Renouveau

**M. RIBERO** – M. le Président, mes chers collègues, cette délibération peut rentrer dans le cadre de ce pôle métropolitain. Par le passé, avec la Ville de Grasse et l'aide du CAUE, nous avons convenu de prévoir des opérations en matière de préservation des constructions en pierres sèches et de ces fameuses restanques. Nous sommes quatre à nous associer pour renouveler cette convention jusqu'en 2021, regroupant à la fois le savoir du CAUE et la volonté de préserver le patrimoine du PNR, de la CAPG (communauté d'agglomération des Pays de Grasse) et de la CASA.

**M. le Président** – Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **MOBILITE ET TRANSPORTS**

24. Projet d'aménagement d'un transport en commun en site propre pour le bus-tram Antibes Sophia Antipolis – Prolongation de la déclaration d'utilité publique

**M. OCCELLI** – Cette déclaration d'utilité publique a été obtenue en 2013 et prendra fin en juin 2018. Il s'agit de la prolonger pour cinq ans. Cette prolongation est possible sans nouvelle enquête dans la mesure où le projet de bus-tram n'est pas modifié dans son ensemble. Il reste encore à acquérir des parcelles dans la phase 1. Puis, nous rentrerons dans la phase 2 qui part de la route de Grasse, passe par l'avenue de la Sarrasine et arrive au chemin de Saint-Claude. Il vous est proposé de prolonger cette DUP.

**M. le Président** – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **HABITAT/LOGEMENT**

25. Mise à disposition de données statistiques des allocataires – Convention CAF

**Mme BLAZY** – M. le Président, mes chers collègues, pour préserver un bon équilibre social et dans un souci de renforcer la mixité sociale au sein du quartier des Hauts de Vallauris, la CASA a entrepris aux côtés du bailleur Erilia un recueil de données statistiques afin d'identifier les phénomènes suivants : le vieillissement des résidents, la sous-occupation des grands logements et la sur-occupation des petits logements. Pour cela, nous avons besoin des données de la Caisse d'allocations familiales. Cela ne peut se faire que par le biais d'une convention. Le secret statistique sera naturellement respecté.

**M. le Président** – Tout cela est anonymisé. En même temps, la confiance n'exclut pas le contrôle. Il faut que la justice puisse se faire. La sur-occupation des habitats trop petits et la sous-occupation des habitats trop grands portent atteinte à la justice. C'est donc normal que nous essayions d'avoir une vision plus claire, plus objective et plus transparente de l'ensemble de ces données. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

*Départs de Patrick DULBECCO et Joseph VALETTE.*

## **CONSEIL DE DEVELOPPEMENT**

### 26. Rapport d'activité 2016-2017

**M. le Président** – Comme l'évoquait tout à l'heure M. le Sénateur, les conseils de développement ont des activités qui sont dans la prospective et qui permettent à la société civile de se confronter, de porter des projets et des remarques sur l'action publique. A mon avis, c'est un des éléments très intéressants des nouveautés démocratiques.

**M. THIERY** – Merci, M. le Président, pour cette introduction. Il s'agit de la deuxième présentation du rapport d'activité du conseil de développement. L'article 88 de la loi NOTRe du 7 août 2015 a stipulé que les conseils de développement doivent présenter un rapport d'activité devant les EPCI.

Vous avez le document dans votre dossier. Je vous propose une très courte présentation par M. KOEMPGEN pour en tirer les grandes lignes, puis je conclurai.

**M. KOEMPGEN** – Bonjour à tous. Il s'agit effectivement de la deuxième présentation d'un rapport d'activité du conseil de développement au conseil communautaire. Les textes fondateurs de juin 1999 commencent à dater. La loi NOTRe a imposé plus récemment un passage du rapport d'activité au conseil communautaire. Cette présentation porte sur les années 2016 et 2017.

Le conseil de développement est composé actuellement d'une soixantaine de membres. C'est une composition qui se veut la plus diversifiée possible et qui prend en compte les associations, les organismes, les institutions, les clubs des entreprises pour travailler sur les compétences prospectives de l'agglomération.

Le bureau du conseil de développement est organisé autour d'un président, de quatre vice-présidents qui ont en charge l'animation des groupes de travail thématiques sur l'aménagement du territoire, les transports, les déplacements, l'économie, l'emploi, le patrimoine et l'environnement.

En 2016 et 2017, le conseil de développement a travaillé sur les compétences prospectives de la CASA. Il a émis six avis et a participé à des travaux sur le programme de développement durable. Les avis sont joints au dossier. Chaque avis émis est transmis au président de la Communauté d'agglomération. Des rencontres sont organisées avec les services pour constater les préconisations qui peuvent être mises en œuvre par la Communauté d'agglomération. Nous avons mis en place des comités de suivi.

Deux évènements sont à noter sur ces deux exercices. Un colloque interentreprises qui s'est déroulé à Villeneuve-Loubet en mars 2016 concernait les entreprises et leurs territoires.

Puis, en juin 2016, il y a eu un séminaire sur la réforme institutionnelle de la loi NOTRe et les incidences sur la communauté d'agglomération. Enfin, nous avons procédé à une redynamisation du site internet du conseil de développement, avec une présence sur les réseaux sociaux (Facebook et Tweeter).

La feuille de route 2018 va se consacrer sur deux axes principaux, à savoir les contributions au schéma de cohérence territoriale et à la politique générale des déplacements, puis un colloque à Antibes le 14 avril 2018 qui porte sur les enjeux économiques et environnementaux en matière de tourisme.

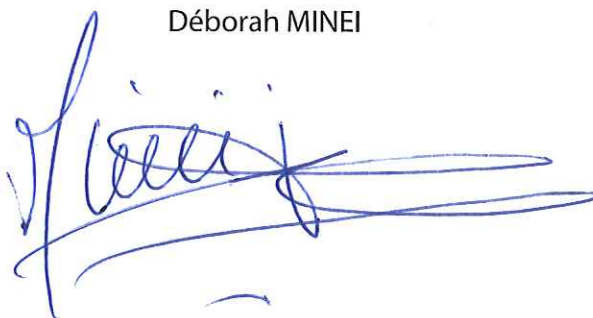
**M. THIERY** – Je remercie M. KOEMPGEN pour la présentation. J'insiste sur la grande qualité de la plupart des avis émis par le conseil de développement et qui sont très bien suivis par les services de la CASA, que je souhaite remercier également. D'ailleurs, lors d'une prochaine réunion de l'assemblée du conseil de développement, nous essaierons de faire en sorte d'informer les membres des suites données aux nombreux avis qu'ils ont émis.

**M. le Président** – J'allais faire la proposition inverse, ou plutôt symétrique, qui consisterait à faire en sorte que lorsque nous prenons une délibération, nous puissions avoir dans le rapport l'avis du conseil de développement pour qu'à la fois nous soyons éclairés de leurs avis très fondés et qu'ils sachent aussi que nous avons pris une délibération qui va dans le sens de l'avis qu'ils ont émis.

C'est un rapport pour information, donc il n'y a pas de vote. Je vous remercie de votre présence et vous donne rendez-vous le lundi 12 mars.

La secrétaire de séance

Déborah MINEI





**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 09/04/2018  
Numéro : CC\_2018\_034  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Procès-verbal de la séance du 19 février 2018 - Approbation  
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées

**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 7QjpPie

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 17/04/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180409-CC\_2018\_034-DE

**Acte reçu**

Date : 09/04/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_034  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 2  
Objet : Procès-verbal de la séance du 19 février 2018 - Approbation  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180409-CC\_2018\_034-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20180409-CC\_2018\_034-DE-1-1\_2.PDF

N